



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/42/233
S/18817 ✓
20 avril 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante-deuxième session
Points 24, 131, 133 et 140 de la
liste préliminaire*

LA SITUATION AU KAMPUCHEA
REGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFERENDS ENTRE ETATS
RAPPORT DU COMITE SPECIAL POUR LE RENFORCEMENT
DE L'EFFICACITE DU PRINCIPE DU NON-RECOURS
A LA FORCE DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES
DEVELOPPEMENT ET RENFORCEMENT DU BON VOISINAGE
ENTRE ETATS

CONSEIL DE SECURITE
Quarante-deuxième année

Lettre datée du 20 avril 1987, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent du Kampuchea démocratique auprès
de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint, pour information, les commentaires du porte-parole du Ministère des affaires étrangères du Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique en date du 17 avril 1987 concernant le vrai visage politique de Nguyen Van Linh (voir annexe).

Je vous serais très obligé de bien vouloir faire distribuer le texte desdits commentaires comme document de l'Assemblée générale au titre des points 24, 131, 133 et 140 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent,

(Signé) Prasith THIOUNN

* A/42/50 et Corr.1

ANNEXE

Commentaires du porte-parole du Ministère des affaires étrangères du
Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique concernant le
vrai visage politique de Nguyen Van Linh, en date du 17 avril 1987

Récemment, Nguyen Van Linh, le nouveau Secrétaire général du Parti communiste du Viet Nam (PCV), qui a succédé à Le Duan, s'est efforcé, par l'intermédiaire de l'agence de presse officielle vietnamienne, de justifier l'attitude du Viet Nam et d'induire l'opinion internationale en erreur sur un certain nombre de questions, parmi lesquelles le problème kampuchéen. Il aurait déclaré que le problème kampuchéen serait rapidement résolu une fois éliminé le Kampuchea démocratique - l'un des partenaires du Gouvernement de coalition tripartite du Kampuchea démocratique.

A la suite de ces allégations, le porte-parole du Ministère des affaires étrangères du Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique (GCKD) tient à formuler les observations et les éclaircissements ci-après :

I. OBSERVATIONS

1. Nguyen Van Linh a employé exactement le même langage que Le Duan.
2. Il s'agit d'un langage éculé exprimant la stratégie profondément enracinée de "Fédération d'Indochine" que le PCV pratique depuis 1930. La politique de Nguyen Van Linh vis-à-vis du Kampuchea consiste donc à poursuivre obstinément la même stratégie d'annexion du Kampuchea dans la "Fédération d'Indochine".
3. La communauté mondiale a déjà répondu par l'indifférence à cet appel ressassé à l'élimination du Kampuchea démocratique et continue de condamner l'agression vietnamienne contre le Kampuchea.
4. En reprenant le langage stéréotypé de Le Duan, Nguyen Van Linh a révélé sans ambiguïté son vrai visage et ses véritables appartenances. Il continue de pratiquer les mêmes stratégies que celles à la réalisation desquelles il prend depuis longtemps une part active, à savoir :
 - La stratégie de "Fédération d'Indochine", dont fait notamment partie l'actuelle guerre d'agression et d'occupation du Kampuchea;
 - La stratégie d'une "Fédération d'Indochine de taille moyenne", qui comprendrait 16 provinces thaïlandaises; et
 - La stratégie d'une "Fédération de grande Indochine", qui engloberait toute la Thaïlande et le détroit de Malacca.

Dès le début du discours qu'il a prononcé à l'occasion des obsèques de Le Duan, Nguyen Van Linh a affirmé solennellement que tous les communistes vietnamiens se conformeraient entièrement aux dernières volontés de Ho Chi Minh. Il a dit ensuite que tous les communistes vietnamiens étaient décidés à suivre

l'exemple de Le Duan, qui avait été un excellent disciple de Ho Chi Minh. Il a ainsi révélé à l'époque ce que le peuple kampuchéen et la majorité écrasante des peuples du monde savaient déjà : agresseurs du Kampuchea, les autorités de Hanoi ont foulé aux pieds la justice, le droit international et la Charte des Nations Unies et sont devenues pour toujours des criminels aux yeux des peuples kampuchéen, vietnamien et du monde entier, ainsi que pour l'Organisation des Nations Unies. Ils ne pourront jamais effacer le verdict rendu par l'histoire pour leurs crimes de génocide.

II. ECLAIRCISSEMENTS

Comme les peuples du monde et le peuple vietnamien, le peuple kampuchéen chérit son indépendance nationale, sa souveraineté, son honneur et sa dignité, dont la protection a été le but ultime de ses luttes historiques successives. Il en va de même pour les luttes historiques du peuple vietnamien et des peuples du monde qui ont lutté contre les bellicistes au cours de la première et de la seconde guerre mondiale. C'était là un droit inaliénable de tous les peuples.

1. Ainsi, personne ne peut dénier au peuple kampuchéen le droit de lutter contre les agresseurs vietnamiens jusqu'à leur retrait total du Kampuchea.
2. Pourtant, mus par leur volonté de paix, le peuple kampuchéen et le GCKD souhaitent ardemment parvenir, avec le Viet Nam, à un règlement politique du problème kampuchéen et restaurer pour toujours la coexistence pacifique entre les deux pays pour le bien des deux peuples et nations ainsi que de ceux de l'Asie du Sud-Est et de l'Asie du Pacifique, dans le cadre géopolitique mondial actuel. D'où les propositions successives du GCKD, qui ont été récemment incorporées dans un plan de paix détaillé en huit points en vue d'un règlement politique du problème kampuchéen, tenant pleinement compte des intérêts de toutes les parties intéressées, y compris ceux des agresseurs vietnamiens. En acceptant notre proposition, le Viet Nam pourra préserver pacifiquement ses intérêts et bénéficier de toutes sortes d'assistance de la part de la communauté mondiale.

Depuis plus de huit ans, les autorités de Hanoi ont envoyé au Kampuchea plusieurs centaines de milliers de soldats vietnamiens, des milliers et des milliers d'agents vietnamiens servant dans l'appareil administratif vietnamien et plus de 700 000 colons vietnamiens. Malgré cela, les autorités de Hanoi ont-elles réussi à annexer le Kampuchea? Jusqu'à quel point se sont-elles embourbées au Kampuchea? Quelle est la gravité de leurs difficultés politiques et économiques au Viet Nam lui-même? Quel est le degré de détérioration des conditions de vie du peuple vietnamien? Quelle est l'importance de la grave scission, non résolue, qui divise le Parti communiste du Viet Nam et les plus hauts dirigeants vietnamiens? Quelle est la force de la condamnation mondiale, à l'Organisation des Nations Unies et dans d'autres instances internationales, de leur agression et de leur comportement belliciste qui minent la paix en Asie du Sud-Est et dans l'Asie du Pacifique?

Dans une telle situation, quels avantages les autorités de Hanoi peuvent-elles espérer tirer de leur occupation continue du Kampuchea? La paix et la sécurité de l'Asie du Sud-Est et de l'Asie du Pacifique peuvent-elles être restaurées? Même le

peuple vietnamien, y compris un nombre croissant de soldats vietnamiens au Kampuchea, a lancé un appel aux autorités de Hanoi pour qu'elles cessent leur guerre d'agression au Kampuchea afin que le peuple, les jeunes et les soldats vietnamiens puissent jouir de la paix dans leurs foyers. Les autorités de Hanoi elles-mêmes savent très bien ce que pense l'Union soviétique du lourd fardeau qu'elle a dû supporter pendant de nombreuses décennies, surtout pendant la guerre d'agression menée actuellement par le Viet Nam contre le Kampuchea. Il faut qu'elles se rendent compte clairement de la situation susmentionnée et mettent fin immédiatement à cette guerre sur la base de la proposition de paix en huit points du GCKD et des résolutions pertinentes adoptées depuis 8 ans par l'Organisation des Nations Unies.

La communauté mondiale, l'Organisation des Nations Unies, le peuple et la jeunesse du Viet Nam, et même les soldats vietnamiens au Kampuchea attendent un geste concret de leur part.
